

Gilles Kepel
Avec la collaboration de Leyla Arslan, Sarah Zouheir

Banlieue de la République

**Résumé du chapitre 6 :
La religion**

INSTITUT
MONTAIGNE



www.banlieue-de-la-republique.fr
www.institutmontaigne.org

Octobre 2011

Les résultats de l'enquête sur le rapport au religieux font une large place à l'islam, puisqu'il s'agit de la religion des deux tiers des enquêtés. La relation du territoire de Clichy-Montfermeil à l'islam est marquée par une piété qui semble exacerbée par les circonstances particulières que connaît l'agglomération, allant de l'enclavement géographique à l'adversité sociale. L'analyse des résultats revêt dès lors moins une dimension représentative qu'une valeur emblématique de la place du religieux au sein de banlieues : en effet, il importe de toujours considérer l'écart entre ces résultats et les différents sondages sur les pratiques de l'islam sur l'ensemble du territoire français.

Extension de la notion de halal

Comparativement aux réponses obtenues un quart de siècle auparavant dans les *Banlieues de l'islam* (1987) de Gilles Kepel, l'enquête montre une véritable explosion du marché du halal et l'extension de la notion. Les résultats à la question « *respectez-vous le halal ?* » mettent en lumière la complexité des différentes acceptions de ce mot, qui dans sa définition la plus restrictive ne recouvre que la dimension de l'interdit alimentaire, mais peut aussi s'étendre à un code de conduite, une expression des normes et valeurs dominantes, en séparant le « halal » du « haram », le licite de l'illicite, dans de nombreux domaines depuis le registre de l'intime jusqu'à la vie en société. Ainsi, pour Khadidja, mère de famille d'origine marocaine, « *Le halal, c'est de ne pas faire entrer de choses volées chez soi. Le halal, c'est faire comprendre à ses enfants qu'ils doivent être honnêtes. Le halal, c'est pas mélanger de l'argent qui est gagné à la sueur de son front avec un euro qui est malsain. Ça c'est halal. Le halal, c'est être fidèle à son mari. Le halal, c'est être fidèle à ses enfants, à ses amis. C'est très vaste...* »

La question du mariage entre dans ce champ : la majorité des enquêtés souhaite que leurs enfants se marient avec une personne pratiquant le même culte. Cette préférence pour le mariage endogame revient également dans les réponses des chrétiens d'Orient, qui y voient la seule manière de préserver l'existence de leur communauté. A l'échelle de Clichy-Montfermeil, le mariage est donc essentiellement considéré comme un moyen de renforcement de la cohésion communautaire. Si le halal contrôle le lien entre l'intime et le social, c'est la mosquée qui assure l'interface avec la communauté, définie par le lien religieux spécifique entre les croyants et la société. C'est dans le courant des années 1980 que les premières structurations de l'islam local voient le jour, essentiellement au sein de locaux situés au rez-de-chaussée de grands ensembles dégradés. Clichy-Montfermeil compte aujourd'hui une dizaine de salles de prière, d'une capacité d'accueil de 200 à 1 700 places, pour environ 12 000 fidèles. La gestion de ces espaces est assurée par des associations culturelles, leur fréquentation et leur orientation étant fortement influencée par l'origine nationale du fondateur ou du président de l'association.

Le *tabligh* et la figure de l'imam : les deux pôles majeurs du culte musulman

L'offre d'islam à Clichy-Montfermeil est structurée autour de deux pôles majeurs : l'un est lié au mouvement *tabligh* (« propagation de l'islam »), association piétiste et prosélyte, qui se caractérise par une resocialisation islamique ciblée vers les milieux les plus fragiles. Arrivés dans le quartier de Clichy-Montfermeil dans les années 1980, alors que s'installaient chômage de masse et problèmes de drogue, ces prêcheurs ont construit leur légitimité sociale en assurant une régénération morale des jeunes en perdition, autour d'une pratique rigoriste des préceptes de l'islam. Pour certains, leur action a permis l'éradication des drogues les plus dures dans des quartiers où l'Etat s'était désinvesti. La socialisation par le *tabligh* a touché beaucoup de jeunes et certains anciens pratiquants, ayant adopté depuis une attitude plus distanciée, en ont gardé une éthique et une rigueur morale les conduisant souvent à un engagement laïc dans la vie associative ou la vie politique locale.

Le deuxième pôle est lié à la figure de l'imam Dhaou Meskine, qui officia pendant 25 ans dans la mosquée Stamu à Clichy. Il participa au lancement de l'UOIF (Union des Organisations islamiques de France), fut un temps l'interlocuteur privilégié de Nicolas Sarkozy dans la création du Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) et fondateur du premier collège lycée musulman de France, situé à Aubervilliers. Dhaou Meskine se présente comme un modéré, en comparaison aux membres du

tabligh et aux salafistes, présents depuis le milieu des années 1990, mais ne disposant d'aucun lieu de culte et dont l'influence reste très limitée.

Le projet de Grande Mosquée et la naissance d'un « lobby musulman »

C'est dans ce contexte complexe qu'a pris naissance le projet de construire une Grande Mosquée dans l'agglomération, emblématique des difficultés auxquelles se heurte le processus d'harmonisation entre autorités locales et associations culturelles pour favoriser l'exercice légitime du culte musulman dans le respect des lois de la République. Créée en 2003, l'Association Culturelle de la Grande Mosquée de Clichy Montfermeil (ACGMC), regroupe huit associations et sa mission revient pour certains à « fédérer l'infédérable ». Alors que l'ouverture de la Grande Mosquée était prévue en février 2011, le chantier ne parvient pas à dépasser le stade du terrassement, du fait de deux blocages majeurs : l'un concerne le conflit opposant l'entrepreneur à l'ACGMC du fait des sommes non versées (les coûts nécessaires à la finalisation des travaux étant estimés entre 5 et 7 millions d'euros), l'autre concerne une lutte d'influence entre les différentes communautés d'origine (turque, marocaine, algérienne) et entre associations proches de divers partis politiques français au sein de l'ACGMC. Au niveau local, la construction de la Grande Mosquée constitue un enjeu électoral majeur : il s'agit à la fois pour les élus de satisfaire les attentes d'un électorat musulman « flottant » récemment inscrit sur les listes, mais ne participant pas aux élections de manière systématique, et de ne pas heurter l'électorat plus traditionnel, craignant « l'islamisation de la France », comme l'illustrent certaines prises de position sur des blogs identitaires.

C'est dans ce contexte que s'est construit le premier « lobby musulman » de France : l'Union des Associations Musulmanes (UAM 93) dont l'objectif est de mobiliser le vote communautaire afin de peser sur les candidats aux élections locales autour d'enjeux islamiques, dont le premier est la construction de mosquées pour les 600 000 musulmans que compterait la Seine-Saint-Denis. Les relations complexes entre islam et politique locale sont à analyser au regard de la perception des musulmans du regard des Français sur leur communauté. On note chez les primo-migrants des réponses nuancées puisque 14 % estiment que « *les Français nous voient mal* » contre 44% des jeunes interrogés nés en France. Pour Moustapha, étudiant à Sciences Po d'origine marocaine, « *ils nous voient de moins en moins bien et, depuis que les langues ont commencé à se délier, on a de moins en moins de retenue. Bien sûr, ça ne concerne pas tous les Français, j'ose espérer que ça ne concerne qu'une minorité, mais je crois qu'aujourd'hui, il y a beaucoup d'incompréhension face à l'islam, beaucoup de clichés, beaucoup de fausses idées. On peut vraiment dire que l'islam est de loin, la religion, la moins respectée dans les médias.* »

Alors que les chrétiens interrogés se sentent majoritairement respectés, les musulmans estiment être stigmatisés et constatent un déni de leur statut de victime, contrairement à l'attention portée selon eux à la communauté juive. Ce rapport de miroir ambivalent de la communauté musulmane vis-à-vis de la communauté juive s'est forgé au sein d'un imaginaire complexe, allant du « gazage de la Mosquée Bilal » à l'identification aux Palestiniens de Gaza opprimés par Israël, en passant par l'édification du concept d'islamophobie construit comme un parallèle de l'antisémitisme. Certaines de ces comparaisons témoignent d'un respect pour une stratégie efficiente, alliant une capacité à représenter ses intérêts sur la scène politique et à maintenir une forte cohésion communautaire. A cet égard la communauté juive aurait réussi à éviter la dilution dans la société laïque, là où les chrétiens ont partiellement échoué et peut devenir un modèle pour l'émergence d'un lobby musulman au niveau national.

De manière plus globale, le blocage de la construction de la Grande Mosquée de Clichy-Montfermeil est emblématique des difficultés liées à la construction de nouveaux lieux de cultes en France, du fait de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Les pouvoirs publics n'étant pas en mesure de participer au financement de ces lieux, leur construction repose essentiellement sur les sommes collectées par les fidèles. Alors que le nombre de mosquées est passé de 1 536 en 2000 à 2 101 en 2010 – soit une ouverture de mosquée par semaine en dix ans sur le territoire métropolitain –, l'absence d'évolution législative, malgré les différentes propositions émises notamment par la

commission Michalon, en vue d'une harmonisation dans le respect des lois de la laïcité, rend très complexe l'intégration harmonieuse de ces lieux dans l'environnement urbain et social. Or la sociologie des nouveaux fidèles musulmans étant essentiellement constituée de personnes à faibles revenus, ce financement n'est pas rendu possible sans l'apport de financements étrangers, auquel l'Etat n'est pas favorable. Ces contradictions se retrouvent dans les propos des fidèles, qui ne souhaitent pas *a priori* que l'Etat interfère dans les questions relatives à l'islam, mais qui attendent cependant de lui de débloquer les situations inextricables.

Pour nous contacter :

Leyla Arslan, chargée d'études : larslan@institutmontaigne.org

Sarah Zouheir, chargée d'études : szouheir@institutmontaigne.org